



Lisieux



ouest-france.fr du 27 juin 2024



Quotidien Ouest-France du 28 juin 2024



656 mots

# Victime de harcèlement, il écrit au gouvernement

Scolarisé dans un collège privé de Lisieux, un élève a subi pendant l'année scolaire 2023-2024 des insultes racistes à répétition. Choqué par l'absence de sanction, il a décidé d'écrire au gouvernement.

## Témoignage

L'année scolaire de Thomas (\*) a viré au calvaire. Travailleur, l'adolescent aime pourtant étudier. Il entamait avec enthousiasme son année de 3<sup>e</sup>, celle du brevet, dans un collège privé de Lisieux, en septembre 2023. Jusqu'à ce que pleuvent les insultes racistes.

Pendant huit longs mois, il est pris pour cible par plusieurs de ses camarades. Son récit donne la nausée : « **On me traitait de singe. On me traitait d'esclave. On me disait d'aller ramasser du coton. On me fouettait avec des vêtements.** » Des insultes lancées parfois jusqu'en classe, sous le nez des professeurs. « **Mais ils n'entendaient pas.** »

Le silence, « par peur des représailles »

Face à ses bourreaux, Thomas aura tout essayé. Rire, ignorer, répondre... Rien n'y fait. Longtemps, il garde le silence, « **par peur des représailles** ». Mais finit par céder, en avril dernier, et raconte tout à ses parents.

Ils avaient bien remarqué que quelque chose avait changé. « **Ses notes ont chuté**, décrit sa mère, Élodie (\*). **De timide et calme, il est devenu renfermé et irritable. On mettait ça sur le compte de l'adolescence.** » C'est la douche froide.

Ses parents prennent rendez-vous avec le proviseur du collège. S'il promet d'intervenir à l'avenir, aucune sanction n'est prise contre les harceleurs de Thomas. « **Il nous a dit qu'il ne pouvait pas punir autant d'élèves.** »

Début juin, l'adolescent reçoit des menaces de violences physiques. Son agresseur et lui sont convoqués par le proviseur. « **Il me dit qu'il ne pouvait rien faire, que c'était parole contre parole.** »

**« Que j'aurais dû parler plus tôt. »** Pourtant, son harceleur reconnaît les faits, qu'il présente comme **« des blagues »**.

Inquiets pour sa sécurité, les parents de Thomas décident de le garder à la maison. **« Ce n'est pas juste, je suis puni à sa place »**, soupire-t-il. Selon l'établissement, le camarade de Thomas a finalement reçu quatre heures de retenue. Une punition qui semble bien légère à Élodie : **« Quatre heures de colle pour huit mois de harcèlement, on ne comprend pas. »**

La réaction de l'établissement face au racisme a également choqué Thomas et sa mère. **« Le proviseur et sa professeure principale nous ont dit que cela avait toujours existé, qu'il fallait s'y faire »**, confie Élodie.

Inutile de lui rappeler. À 14 ans, Thomas connaît déjà bien le racisme. Il en a été victime dans son enfance, puis à chacune de ses années de collège. **« Tous les ans, c'est de pire en pire, soupire-t-il. Ce n'est pas normal d'en vouloir à quelqu'un juste pour sa couleur de peau. Je ne comprends pas qu'on puisse avoir autant de haine. »**

Le racisme n'est pas une opinion, mais un délit. L'injure raciste publique, par exemple, est passible d'un an d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

Une lettre au gouvernement

Il y a quelques jours, Thomas a envoyé un courrier au Premier ministre Gabriel Attal et à la ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet. Il leur propose des pistes pour améliorer la prévention du harcèlement dans les établissements scolaires : **« On accroche des affiches, mais celles-ci mettent l'accent sur les victimes, en les encourageant à parler. Ça ne suffit pas. Il faudrait aussi dire ce que risquent les harceleurs. »**

Avant de souligner l'impact limité des campagnes d'affichage : **« Les affiches font partie du décor, on ne les remarque plus. Il faudrait une annonce du proviseur dès la rentrée, pour dire que les harceleurs seront punis. »**

Contactée par *Ouest-France*, la direction diocésaine de l'enseignement catholique du Calvados n'a pas donné suite à nos sollicitations.

(\*) Pour protéger l'identité de la victime, *Ouest-France* a recours à des prénoms d'emprunt dans cet article et n'indique pas le nom de l'établissement scolaire.

Lucas LARCHER.



Victime de harcèlement raciste, un collégien de Lisieux a écrit un courrier au Premier ministre Gabriel Attal et à Nicole Belloubet, ministre de l'Éducation nationale. Photo d'illustration. AFP